

Résolution du CN – 10 juin 2015

Les élections régionales auront lieu en décembre prochain.

Au lendemain de l'adoption de la loi NOTRe qui bouleverse l'organisation de la République, la portée territoriale, nationale et européenne des nouvelles régions souligne l'importance de ce scrutin. Après les départementales il s'agit pour le pouvoir et le Medef de faire de cette entité territoriale un relais de la mise en concurrence des territoires au détriment de l'emploi, du progrès social, de la démocratie locale et des dépenses publiques d'intérêt général. Avec à la clé, ce seront de nouvelles souffrances pour les populations.

Ces élections seront également la dernière consultation électorale avant 2017 dans un contexte de politique austéritaire aggravée et de recomposition politique accélérée.

Deux enjeux sont mêlés avec ces élections :

- L'avenir de la République : des régions au service de la solidarité et de l'égalité ou des régions au service de la compétition et des inégalités.

- Une issue véritablement de gauche à la crise politique ou l'enfoncement dans une situation qui bloque tout espoir.

Nous refusons la perspective de régions au service exclusif de la métropolisation libérale laissant à l'autre bout de la chaîne, des « déserts » et des territoires d'exclusion.

Nous voulons préserver le droit à l'égalité territoriale, travailler à une harmonisation des territoires dans une vision équilibrée de l'aménagement. Nous voulons promouvoir un nouveau modèle de développement économique, agricole et urbain en liaison avec de nouveaux droits de la personne et des salarié-e-s. Nous voulons des régions solidaires citoyennes, démocratiques, écologiques, féministes.

Nous voulons faire entrer dans le pouvoir régional les exigences populaires de solidarité et d'égalité, faire des élections régionales un moment du rassemblement de toutes celles et ceux qui veulent des politiques de gauche alternatives à l'austérité, à l'offensive sécuritaire et liberticide actuelle.

Nous voulons construire pour cela des dynamiques politiques et citoyennes jusqu'aux urnes qui mettent en échec la droite et l'extrême droite et ouvrent la possibilité de politiques publiques de gauche offensives.

Dans les régions dirigées par des majorités de gauche, les communistes avec leurs élu-e-s ont permis des avancées pour les populations que nous revendiquons dans le contexte actuel : un réseau ferré public œuvrant au désenclavement et défendant des politiques de tarification sociale, des espaces de gratuité ou de nouveaux droits ; des engagements conséquents dans la construction et la rénovation des lycées, le développement de la

formation pro incluant les publics défavorisés ; le soutien à l'innovation et la recherche, aux PME PMI et la création de politiques d'ESS favorisant l'emploi de proximité ; la promotion de la culture du sport pour toutes et tous et de l'éducation populaire, l'avancement de politiques d'égalité entre les hommes et les femmes...

Le PCF a fortement contribué à ces acquis que nous ne voulons pas voir abandonner ou brader. Nous refusons que la droite et l'extrême droite s'emparent de nouveaux pouvoirs et points d'appui pour 2017. Mais nous ne découplons pas cet objectif d'œuvrer à des politiques solidaires, citoyennes, écologiques remettant l'humain au cœur des priorités régionales à rebours des logiques financières de concurrence imposées par l'Europe.

Aujourd'hui, il s'agit de permettre de nouvelles avancées en combattant les logiques de compétitivité et leurs effets ravageurs pour les politiques publiques locales. Il s'agit encore de s'attaquer au coût du capital, de mobiliser de nouveaux moyens financiers au service d'objectifs d'emploi, de formation, de promotion de tous les services publics.

Pour une nouvelle union populaire, nous appelons au rassemblement et à la convergence citoyenne.

Le PCF a pris la décision de rencontrer dans chaque région l'ensemble des forces de gauche et de travailler avec elles les conditions du rassemblement politique et citoyen le plus large à gauche.

Les régions ne sauraient être les relais des choix gouvernementaux et européens. La situation de crise sociale économique écologique ou encore démocratique appelle au contraire des politiques clairement anti austéritaires et anti libérales.

Des convergences de projet s'affirment entre les forces du FdG, écologistes, Nouvelle donne, des militants ou personnalités socialistes, acteurs sociaux, militant-e-s antiracistes, et féministes, culturels, intellectuels et syndicalistes qui comme nous cherchent à œuvrer à l'alternative à gauche ouvrant la possibilité de plate formes régionales et de listes de large rassemblement de 1^{er} tour pour des politiques régionales d'une gauche offensive et citoyenne.

Un premier état des lieux montre que le débat des communistes s'oriente très majoritairement vers ce choix et sa mise en œuvre. Il y a de la disponibilité pour favoriser l'implication politique et citoyenne la plus large possible sous toutes les formes et à tous les niveaux.

Il atteste également de la volonté largement partagée des communistes de travailler pour le second tour à la fusion des listes capables de battre ensemble la droite et l'extrême droite. Nous travaillerons à ce rassemblement en fonction des configurations régionales, avec l'objectif de pousser tout au long de la mandature les objectifs que nous aurons portés dans la campagne du premier tour et d'assurer la présence de nombreux élu-e-s communistes, Front de gauche et issus de nos listes de rassemblement dans les nouvelles assemblées.

Leur présence sera un facteur déterminant pour les politiques qui y seront menées et pour travailler les rapports de force en lien avec les citoyen-e-s et le mouvement social. Les discussions montrent le besoin pour le PCF d'être à l'offensive pour faire vivre nationalement notre démarche.

Dans les semaines qui arrivent les communistes seront appelés à déterminer leurs choix de rassemblement et leurs chefs de file région par région. Ils resteront maîtres de leurs décisions jusqu'au terme des consultations en cours. Les options diverses, si elles existent dans les régions, devront être soumises à leur choix.

Le Conseil national tient lui aussi à souligner que notre démarche de pactes régionaux et de listes de large rassemblement au premier tour autour de ces pactes sera d'autant plus forte et efficace si elle est mise en œuvre nationalement dans toutes les régions.

Passer à la vitesse supérieure.

Alors que nous tenons ce Conseil national du PCF, le débat politique est en train de s'accélérer. Nationalement comme dans les régions. Le congrès du PS a attesté de sa volonté de sceller son unité autour d'un soutien au Président de la République. Tout montre que le malaise reste pourtant aussi profond

De plus en plus de voix, socialistes comme du Front de gauche, d'EELV, de Nouvelle Donne, de la sphère sociale disent leur volonté d'en finir avec cette politique gouvernementale qui conduit tout droit à la montée de l'abstention, à la désespérance, la montée de l'abstention nourrissant le vote FN et celui pour la droite la plus revancharde. Le champ des possibles grandit pour construire des majorités de projets et d'idées, des majorités pour gouverner.

Aujourd'hui il ne suffit plus de désigner ce que nous refusons, il s'agit alors d'affirmer ensemble et dans le respect de chacun ce que nous entendons faire.

Les élections régionales seront déterminantes pour les politiques qui y seront menées bien sûr, elles pourront être également déterminantes dans notre capacité à relancer l'intervention populaire. Le CN du PCF appelle à se rassembler faisant de ces élections un moment utile à nos concitoyens, permettant de faire grandir une nouvelle gauche porteuse d'alternative.

Il ne s'agit pas de nier les différences ni même de se cacher qu'il reste encore un long chemin à parcourir, mais notre responsabilité comme celle du FdG est de nous mettre au service du mouvement citoyen, de celles et ceux qui continuent à lutter comme ils sont aujourd'hui des dizaines de milliers à le faire au sein de leur entreprise, pour préserver des lignes SNCF, des lycées, des hôpitaux de proximité, pour une mobilisation citoyenne face à la finance et une autre utilisation de l'argent des banques et des budgets, le maintien d'une agriculture paysanne, d'une association culturelle..

Le PCF entend s'engager sans réserve dans cet objectif !